

NOTES & études

Texte préparé pour la conférence du 22 mars 2007

Menaces, ***aveuglement,*** **et eugénisme lexical**

Xavier Raufer

mars 2007

Menaces, aveuglement et eugénisme lexical

« Il y a pire que la cécité, c'est l'aveuglement, qui croit qu'il voit – et qu'il voit de la seule façon possible – quand c'est pourtant cette croyance où il est qui lui bouche toute vue »
Martin Heidegger, « Qu'appelle-t-on penser » PUF-Quadrige, 1959

L'idée développée ci-après est la suivante : depuis la fin de l'ordre bipolaire du monde, le monde développé a énormément agi contre les dangers et menaces issus du désordre mondial. Ce, pour des résultats désastreux. Mais pourquoi le désastre ? Du fait du talon d'Achille de la société de l'information, que nous définissons et exposons ci-après comme *aveuglement*.

• Efforts accomplis dans la lutte contre les dangers et menaces du désordre mondial

Observons d'abord les efforts accomplis par les Etats-Unis, en matière de lutte contre les nouvelles menaces (terrorisme, crime organisé...) ¹. Pourquoi les Etats-Unis ? parce que depuis la chute du mur de Berlin, la seule et dernière superpuissance au monde est celle qui en a le plus fait en la matière – bien plus que tous les autres Etats-nations réunis du monde développé.

Ainsi, les Etats-Unis ont massivement fait muter, de la défense nationale pure (lutte contre le pacte de Varsovie) vers des missions de sécurité, des technologies et système naguère strictement militaires :

- Avions Awacs (Airborne Warning And Control Systems) servant désormais à l'interception des avions de la drogue,
- Idem pour le système de contrôle aérien NAADC (North American Aerospace Defense Command)
- Idem pour les ressources technologiques du ministère US de la Défense (« Pentagone »), provenant notamment de la Darpa (Defense Advanced Research Project Agency) et du Los Alamos National Laboratory (désormais vouées à la détection des marchandises illicites, de trafics divers, etc.)

¹ Voir notamment sur ce point : « Policing the globe – criminalization and crime control in international relations », Peter Andreas & Ethan Nadelmann, Oxford University Press, NY, 2006

Au plan politique, dès l'été 1995, la Directive Présidentielle N°42 de Bill Clinton fait officiellement du crime organisé une « menace pour la sécurité nationale des Etats-Unis » [President Clinton : « Address at the United Nations fiftieh anniversary charter ceremony », San Francisco, 26/06/1995].

Au-delà, à l'échelle de l'ensemble des pays développés, on a pu constater :

- Une nette augmentation des budgets, des responsabilités et des pouvoirs des ministères, agences ou services chargés de lutter contre ces nouvelles menaces,
- Une prolifération (à l'échelle nationale) de lois nouvelles anti-criminalité,
- Des tentatives d'homogénéisation (au niveau international) des lois nationales existantes,
- Un développement des liens et de la coopération entre les ministères, agences et services anti-crime concernés,
- Des tentatives (hier encore impensables) d'opérations anti-crime ou anti-terroristes extra-nationales,
- Un développement et un déploiement de technologies et d'outils de surveillance globale anti-crime ou anti-terrorisme.

Au total, une mobilisation sans précédent de moyens matériels, de textes de loi, de technologie.

• **Un résultat *de facto* désastreux**

Nous avons déjà donné dix fois les éléments permettant de constater la réalité et l'ampleur du désastreux échec, à l'échelle planétaire, de cette mobilisation anti-crime et anti-terreur – en 2007 par exemple, de par le monde, plus d'attentats terroristes, plus de drogue en circulation, plus de trafics d'êtres humains, d'armes, de véhicules volés, etc.², qu'en 1997 - et donc, nul besoin d'y revenir longuement. Il suffira donc de rappeler ici que le négoce des biens illicites s'opère lui aussi sur des marchés (illégaux) et que, pour prendre celui de la drogue, le succès de la lutte anti-crime (saisies massives)

² En particulier dans le Que Sais-Je N°3538 « Le crime organisé », dans lequel les chiffres sont régulièrement remis à jour.

se traduit forcément par une contraction forte de l'offre de narcotiques. Ce qui provoque bien sûr, (à demande égale) une nette augmentation du prix de la drogue dans la rue. Or – indéniable preuve de l'échec - aux Etats-Unis comme en Europe, les prix des stupéfiants dans la rue baissent sans discontinuer, depuis parfois plus d'une décennie.

• Pourquoi le désastre ? L'oubli du crime

Quand paraissent – en Amérique du Nord comme en Europe - des études sur le trafic de stupéfiants, la cyber-criminalité et le blanchiment d'argent, qui ne sont que les *effets* d'actions illicites préalables, on y néglige d'ordinaire l'étude des *forces* criminelles (gangs, mafias, etc.) qui provoquent ces effets et font – seules – que des tonnes d'héroïne franchissent les océans ; que des systèmes informatiques sont pénétrés et pillés ; que des milliards d'euros criminels sont injectés dans la finance et l'économie légitimes. Cette amnésie, ou ces négligences, ne sont pas anodines car, à refouler le crime, on oublie qu'un appareil pénal (national ou non) ne doit pas se bâtir, ou s'adapter, dans l'abstrait, selon des tactiques médiatiques ou le confort des fonctionnaires concernés, mais pour réprimer des infractions réelles, commises par des individus de chair et d'os, coalisés à des fins criminelles.

Ainsi, préalablement à l'étude des méthodes du décèlement précoce des dangers et menaces réels du monde vrai, nous faut-il exposer et étudier d'abord ce qui rend tout décèlement impossible, ce qui interdit de *voir* : **l'aveuglement**.

Décèlement précoce

Ce texte étant consacré au *problème* (l'aveuglement), bornons-nous à préciser ici qu'au sens où nous l'entendons, le *décèlement précoce* des dangers réels du monde présent est un concept intégrateur apparenté à la médecine préventive ; à qui échappe à l'aveuglement et le met en œuvre, il fournit la capacité :

- d'abord, de repérer, puis d'écarter les apparences – donc d'accéder au réel,
- Ensuite, de poser rapidement et efficacement des *diagnostics* ;
- Enfin d'agir tôt - de pré-venir - avec précision et autorité.

Le décèlement précoce permet ainsi d'intervenir, avant de graves ruptures, sur les premiers symptômes d'un désordre à venir, sur la réduction des vulnérabilités, etc.

Eviter l'aveuglement est donc pour nous la question cruciale – surtout dans un monde où, pour la première fois depuis des siècles, en tout cas pour les peuples européens, *l'ennemi ne va pas de soi*. Et éviter l'aveuglement en matière de sécurité et de défense, dans la société présente, dite « de l'information », consiste d'abord à se poser une ques-

tion, ce que nous ferons à partir du sempiternel cliché de la « Ligne Maginot » : s'il y a une Ligne Maginot aujourd'hui, à quoi ressemble-t-elle ? A celle des années 30 du XX^e siècle, casemates, tourelles et canons ? Forcément non.

Comme d'usage dans la société actuelle, la Ligne Maginot de 2007 n'est pas physique, matérielle, mais abstraite et virtuelle. La ligne Maginot d'aujourd'hui est le produit de l'aveuglement, le talon d'Achille d'une société fonctionnant en flux-tendu, d'une société qui abhorre les problèmes et raffole des solutions, qui exige des traitements et refuse de prendre le temps du diagnostic. Or aujourd'hui pas plus qu'hier, les technologies les plus modernes, les individus les plus brillants, les organisations les plus élaborées et les plus réactives ne sont rien, ne peuvent rien, si aveuglement il y a, si la réalité de la menace est niée ou encore oubliée. Aujourd'hui pas plus qu'hier, il n'est possible de soigner efficacement un patient sans diagnostic expert, sans explorations, études ou enquêtes préalables. Aujourd'hui pas plus qu'hier, on ne peut savoir si la réponse à un problème est juste, si son énoncé est omis ou oublié.

Cela, il est aisé de le démontrer.

Vers la fin de la décennie 1990, l'Amérique officielle n'a pas vu, pas *pu* ou pas *voulu* voir, que ses *freedom fighters* favoris d'hier, les *moujahidine* afghans en lutte contre l'Union soviétique, devenaient peu à peu ses pires ennemis. Cette Amérique officielle avait tellement refoulé en elle la menace terroriste *émanant de ses alliés d'hier*, que durant les grands débats Bush-Gore, lors de la campagne présidentielle de l'an 2 000, (moins d'un an, donc, avant le « 9/11 ») il n'a jamais, pas même une minute sur près de trois heures d'émissions, été question du terrorisme. L'Amérique de 2 000 était *aveugle* au danger terroriste *tel qu'il était vraiment*, donc la Ligne Maginot électronique nommée « Echelon » ne pouvait servir à rien – et n'a servi à rien – pour déceler précocement les préparatifs des attentats du 11 septembre 2001.

Il en va de même dans l'affaire irakienne : ennemi *réel* fantasmé ou nié, recherche précipitée de « solutions de sécurité », ivresse technologique, œillères idéologiques, pulsions prosélytes, truquages médiatiques, tels ont été, en l'occurrence, les symptômes d'un aveuglement majeur.

1 - La mondialisation, le crime, Montélimar et le nougat

Dictionnaire des mondialisations

Cynthia Ghorra-Gobin, ed.

Armand-Colin, 2006

POUR Philippe Muray ³, nous voici dans « une société où chaque particularisme se dresse propriétaire de ses propres représentations et refuse, en conscience ou non, l'espace partagé de la rencontre et du conflit, du débat et de la transgression, de la polémique et de l'audace, du risque et de l'invention, de la provocation et de la création, du mouvement et de la mobilité ».

Un monde voué à l'approbation ou au silence, et duquel la *critique* disparaît peu à peu. Un monde où l'on n'échange plus d'arguments, mais où celui qui est dérangé ou critiqué, ne riposte plus qu'en dénigrant, intimidant ou disqualifiant.

Malgré tout et en conscience, il nous faut critiquer, réfuter, répliquer. Ni par arrogance, ni par agressivité, mais du fait d'une vérité – pourtant éternelle mais aujourd'hui perdue dans le tintamarre de la « communication » et que voici : seul le questionnement, seule la critique évitent l'aveuglement.

Voici donc notre question critique : comment peut-on écrire un compendium, une somme, une encyclopédie sur Montélimar, en omettant d'y parler du nougat ? Plus largement, comment et pourquoi s'installe l'aveuglement ? Comment peut-on ne pas voir ; manquer totalement ; passer à côté, d'une réalité énorme, d'un phénomène aveuglant, posé droit devant vous, s'agitant juste sous votre nez ?

Tout cela, en pleine « société de l'information » ?

Voici les pensées qui assaillent l'auteur, alors qu'il achève la lecture du « Dictionnaire des mondialisations ». Un ouvrage de 400 pages, comportant 150 entrées, de « agriculture » à « virtuel », parmi lesquelles 39 essais plus longs ; le tout réalisé par 48 auteurs et responsables de projet, tous très distingués et à coup sûr fort savants : anglicistes, économistes, géographes, historiens, ingénieurs, politologues et sociologues, plus un avocat, un magistrat, un médecin et un philosophe.

³ « Roues carrées », Philippe Muray, Fayard-Les Belles Lettres, 2006.

Et au milieu du tout, ce gouffre immense et ténébreux : l'oubli de la face noire de la mondialisation, de la massive et grave criminalisation du monde depuis la fin de l'ère bipolaire.

Pas un criminologue associé à l'entreprise, presque rien sur le crime – au total pas plus de 4 pages sur 400. Un essai « Drogue : un phénomène indissociable de la mondialisation ? », banal et oubliant largement l'essentiel (nous y revenons plus bas) et trois entrées « clandestin », « gang » et « terrorisme » effleurant à peine le sujet.

Nous avons donné par ailleurs les chiffres établissant cette mondialisation du crime ⁴. Allons donc à l'essentiel pour souligner d'abord deux points importants, qui semblent avoir échappé aux concepteurs de ce dictionnaire :

- L'oubli du crime a des conséquences ravageuses : quand l'intelligentsia et l'information occultent un sujet, celui-ci disparaît de ce que la philosophie nomme « sphère des évidences courantes ». Dès lors, et du fait de l'emprise qu'ont sur eux les « communicants », ceux des politiciens et hauts fonctionnaires ne voulant pas, ne pouvant pas, ou n'imaginant pas qu'on puisse penser hors de cette sphère, ne voient plus le dit sujet. Celui-ci disparaît littéralement de leurs radars. Dans la société dite « de l'information », l'oubli du crime est ainsi l'obstacle principal au décèlement précoce des dangers et menaces.

- Le crime organisé et le terrorisme ne sont pas des phénomènes anodins, marginaux ou anecdotiques, mais tout à l'inverse les seules forces capables de corrompre, de ronger, la mondialisation licite, et finalement de l'enrayer et de la faire échouer – non du fait de leur fatale gravité intrinsèque, mais de leur oubli, de leur négligence, de leur *déévaluation*, par beaucoup de ceux qui auraient dû et devraient encore – idéalement, prévoir – sinon au minimum voir, avertir, diagnostiquer, prévenir, alerter du danger.

Dans les 13 pages d'introduction du dictionnaire prônant pourtant une « approche résolument transdisciplinaire », pas *un* mot sur une mondialisation du crime, pourtant bien plus violente, plus prompte et plus complète que l'autre, celle étudiée justement dans le dictionnaire.

⁴ « Mafias, triades, cartels, clans : la criminalité organisée dans le chaos mondial », (livre + DVD) Xavier Raufer, éditions des Riaux, janvier 2007.

Voici un exemple de la brutale rapidité de cette mondialisation-là : en décembre 1989 – tombé depuis trois semaines, le mur de Berlin est en plein démantèlement – des prostituées russes ou polonaises opèrent déjà à Paris, dans le quartier des Champs-Élysées. En moins d'un mois, la mondialisation criminelle du trafic des êtres humains, est quasi-accomplie. Par qui et au profit de qui ?

Autre cas concret : à Douvres, en juin 2000, 58 clandestins chinois meurent suffoqués dans un camion frigorifique néerlandais parti du port belge de Zeebrugge. Comment ces jeunes gens ne parlant qu'un dialecte chinois sont-ils parvenus à l'extrême l'ouest de l'Europe, à travers dix frontières normalement infranchissables, des déserts immenses et des montagnes formidables – comment, sinon par le truchement de réseaux criminels transnationaux sophistiqués ?

Dans ce dictionnaire, pas un mot non plus sur la mondialisation du terrorisme. Nulle remarque sur le fait que, durant la Guerre froide et en tout cas en Europe, le terrorisme était *local*, des militants allemands (de la Fraction armée rouge, voir *ci-contre*) publiant en allemand des communiqués consécutifs à l'assassinat, en Allemagne, d'un industriel ou d'un magistrat allemand ; idem en Italie, en France ; idem à des nuances près en Ulster, en Corse et au Pays basque.

Et même alors, au Proche-Orient, l'équivalent palestinien des Brigades internationales (le Commandement des opérations spéciales à l'étranger du FPLP) ne comptait qu'une poignée de « soldats perdus » de Fusako Shigenobu (Armée rouge japonaise) au vénézuélien « Carlos ».

Or aujourd'hui, ce qui gravite autour d'Oussama ben Laden et que les Etats-Unis ont baptisé al-Qaida, c'est ceci : entre le mois d'août 1998 (attaques contre les ambassades américaines à Nairobi et Dar es-Salaam), et le printemps 2003 (début de la guerre contre l'Irak) « al-Qaida » a vu se déchaîner contre elle la pire vague répressive de l'histoire mondiale : près de 5 000 *jihadi* ont alors été arrêtés dans 58 pays du globe ; eux-mêmes possédant au moins autant de nationalités ; des centaines d'autres interpellations étant en outre opérées en secret, dans le monde arabe.

Les « batailles » de cet affrontement mondial se livrant dans quelque 15 pays : Afghanistan, Arabie Saoudite, Egypte, Espagne, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Indonésie, Irak, Kenya, Pakistan, Tanzanie, Tunisie, Turquie, Yémen...

Dringend gesuchte Terroristen

Im Zusammenhang mit dem

- dreifachen Mord an Generalbundesanwalt Buback und zwei seiner Begleiter am 7. 4. 1977 in Karlsruhe
- Mord an Jürgen Ponto am 30. 7. 1977 in Oberursel
- vierfachen Mord und der Entführung von Hanns-Martin Schleyer am 5. 9. 1977 in Köln

werden gesucht:



Alie Wolff, 23 Jahre
geb. 29. Februar
Hessen, Deutschland (10 60 100 100)



von Dyck, 18 Jahre
geb. 10. 07. 1959



Knebel, 25 Jahre
geb. 2. 09. 52, Frankfurt



Mäder, 21 Jahre
geb. 21. 1. 56 Frankfurt



Pienitzsch, 20 Jahre
geb. 7. 09. 57, Frankfurt



Schütz, 21 Jahre
geb. 11. 5. 56 Frankfurt



Spahn, 20 Jahre
geb. 1. 02. 57, Frankfurt



Strittmatter, 20 Jahre
geb. 10. 06. 57, Frankfurt



Völl, 19 Jahre
geb. 12. 04. 58, Frankfurt



L'argent maintenant : de 1998 à 2003, 59,2 millions de dollars possédés par « al-Qaida » ou par des entités proches, ont été gelés, ou confisqués, dans 129 (*cent vingt-neuf !*) pays du monde. 70% en Europe, Eurasie ou Amérique du nord, 21% au Proche-Orient (Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis...); 8% enfin en Asie du sud. [Source : rapport, juillet 2003, du groupe d'experts des Nations-Unies surveillant la concrétisation des résolutions de l'ONU en matière de lutte anti-terroriste].

Voici pour la mondialisation du terrorisme. Venons-en à celle des flux criminels, c'est à dire concrètement, au trafics de substances illicites et au blanchiment des profits desdits trafics. Comment l'argent illicite circule-t-il de par le monde ? Qui le fait circuler ? Pourquoi ? Comment ? Au profit de qui ? *Qui blanchit ?*

Réponse : pour l'essentiel, les milliards en cause (qui ne sont qu'estimés) sont blanchis par de grandes entités criminelles transnationales. Comparées aux profits du seul narco-traffic, les sommes brassées par les criminels « en col blanc », politiciens et fonctionnaires corrompus, etc., sont insignifiantes.

Exemple : Selon le rapport 2005 d'Europol ⁵, 135 tonnes d'héroïne sont importées chaque année dans l'Union européenne dont 80 % passent par la « Route des Balkans », soit 100 tonnes d'héroïne / an, environ 8 tonnes par mois. En Asie centrale (Afghanistan & alentours), le prix de gros de cette drogue fluctue entre 50 et 80 000 \$ le kilo. Retenons ce prix plancher de 50 000 \$: le chiffre d'affaires *minimal* de ce trafic, d'Asie centrale vers l'Europe via la Turquie et les Balkans, est donc d'environ 306 millions d'euros par mois. Dans un trafic où le taux de profit peut atteindre 70 % du prix de vente, fixons-le modestement à 40 % : le profit *minimum* d'un *mois* de négoce de la seule l'héroïne sur *un seul axe* de trafic est donc d'environ 123 millions d'euros.

Or le trafic d'héroïne n'est pas le seul (cocaïne, amphétamines, ecstasy, cannabis, etc.), et les grandes entités criminelles s'enrichissent aussi par les trafics d'êtres humains, d'armes de guerre illégales et d'œuvres d'art, la contrefaçon, la contrebande, etc ⁶.

Voici pour les trafics existants et avérés, qui tous ont explosé depuis le début de la mondialisation. Mais d'autres menaces se dessinent à l'horizon, et les ignorer – c'est à dire concrètement ne pas *vouloir* ou ne pas *pouvoir* les déceler à temps – c'est se condamner à perpétuité à la guerre de retard. Le plus pressant de ces dangers proches est l'hybridation en cours entre entités terroristes et criminelles.

Un péril pressenti dès 2001 par les Nations-Unies, qui dès le 28 septembre 2001 signalent (dans la résolution 1373) leur « préoccupation, devant les liens croissants entre le terrorisme international, et les trafics de stupéfiants, d'armes ; divers trafics et le blanchiment d'argent ». Depuis lors, ces craintes se sont avérées, s'agissant notamment de grandes structures transnationales alliant guérilla et terrorisme, comme le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, présent dans toute l'Europe et au-delà, de la Turquie à

⁵ EU 2005 Organised crime report, The Hague, 25/10/2005.

⁶ Rappelons que dès la fin du XX^e siècle, le FMI estimait le seul marché illicite des stupéfiants à 2 % de l'économie mondiale ; et l'ONU, ce même marché à 7% du commerce international.

l'Arménie en passant par l'Irak), et les Tigres de la Libération de l'Eelam Tamil (TLET, Ceylan, Tamil Nad en Inde, etc.)⁷.

- Le PKK contrôlerait ainsi environ 30 % des laboratoires de transformation de morphine en héroïne, dans les « Kurdistans » de Turquie, d'Irak ou d'Iran. Et ses trafics de stupéfiants entre l'Asie centrale, le Proche-orient et les Balkans lui procureraient des revenus annuels de quelque 280 millions d'euros.

Les TLET, eux, auraient suscité des cellules vouées au financement de la « cause » par le crime dans une quarantaine de pays du monde, (Asie, Europe, Proche-Orient, Amérique du nord), commettant au fil des années les infractions suivantes : extorsion de fonds, trafic d'êtres humains, de stupéfiants et d'armes, fraudes aux cartes de crédit et aux assurances sociales, fausse monnaie, piratage informatique, etc. Dans le domaine des trafics de drogue, l'organisation achèterait notamment au « Triangle d'Or » de l'héroïne, ensuite revendue au Proche-Orient et en Europe.

Cependant, les « puissances configuratrices » de la mondialisation libérale commencent à s'inquiéter des ravages causés par la mondialisation du crime et du terrorisme et par l'actuel chaos mondial. Dans les tribunes du libéralisme mondialisé (*The Economist*), sur les scènes où s'expriment les dirigeants de l'économie et de la finance mondiale (Davos), on parle désormais beaucoup de cela. C'est d'ailleurs tout le sens d'un long article (publié en « une ») de l'*International Herald Tribune* du 24 janvier 2007, intitulé *At Davos, worries of shifts in global clout* (Davos s'inquiète de changements dans la hiérarchie mondiale des puissances).

Qui pèse aujourd'hui sur le processus de mondialisation ? qui le contrôle ? Qui *commande* ? Des questions auxquelles il est toujours plus difficile de répondre – estime-t-on aujourd'hui à Davos. Mais opérons en sens inverse : qui corrompt ? Qui intimide ? Qui brouille les cartes ? Qui sème le désordre et parfois la panique ?

Là, la réponse est simple – et revoici la face noire de la mondialisation : ce sont *toujours* les forces et individus à l'œuvre dans le chaos mondial, ou agissant à partir de lui.

⁷ Voir sur ce point « The manipulation of organised crime by terrorists : legal and factual perspectives », *International criminal law Review*, 2/2002, et « Transnational criminal enterprises, conflicts and instability », in « Turbulent peace : challenges of managing international conflict », US institute of Peace, Washington, 2001.

Ainsi, dans le monde présent, les actes terroristes ou criminels ne sont pas d'anodins grains de sables grippant parfois le moteur, ni de modestes pannes, ni des anicroches, ni de fâcheux, mais passagers, incidents de parcours. Les criminologues estiment au contraire que si on les néglige, ces manifestations terroristes-criminelles susciteront une anarchie internationale qui paralysera tout ou partie de l'économie mondiale. Avons-nous déjà oublié que le pétrole coûtait 20 dollars le baril lors des attentats du 11 septembre 2001, et qu'il a triplé depuis ?

2 – L’occultation trop fréquente du réel criminel

Dans le monde médical, ne pas parvenir à *nommer* correctement une maladie condamne le patient à dépérir ; de même, pour la sécurité, ne pas pouvoir désigner correctement une menace condamne la partie attaquée à perdre. Sommes-nous là en train d’enfoncer une porte ouverte ? Non - tout au contraire, les textes ou les déclarations d’officiels abondent, dans lesquels l’entité hostile, le danger grave ne sont pas nommés, ou pire encore, sont tout simplement *oubliés* – ce, même en présence de menaces patentes et avérées.

Dans le monde développé, bon nombre des textes officiels consacrés aux mesures à prendre contre le terrorisme ou le crime organisé omettent ainsi purement et simplement d’y décrire et désigner clairement les *acteurs* de ces activités illicites, comme si ceux-ci allaient de soi, étaient connus par cœur ; comme si la *nature*, la logique et les activités de ces acteurs étaient transparents de part en part.

De fait, dans toute une abondante littérature officielle européenne consacrée au continuum sécurité-défense, ne trouvons-nous que de rarissimes allusions à la *dimension humaine* des activités terroristes ou criminelles – facteur humain pourtant crucial, dans la mesure où – sauf à croire à la génération spontanée :

- les bombes ne se fabriquent pas d’elles-mêmes
- ni les vols, ni les sabotages ne s’opèrent par génération spontanée,
- posé sur une table en l’absence de tout être humain, un revolver ne peut menacer ni tuer quiconque.

Insistons : nulle technique criminelle ne disposant du moyen magique de s’exercer toute seule, toute infraction est à l’évidence imaginée, puis appliquée par des individus ou des groupes criminels. C’est cet *exercice* du crime organisé qu’il convient de ne pas oublier. Rappelons donc qu’il n’est rien de moins abstrait, rien de moins théorique, rien de moins virtuel que l’action criminelle. Toujours et partout, le crime est imaginé puis mis en œuvre par de très réels individus de chair et de sang, dont les ressorts et les plans sont limités et connus : vengeance, lucre, instinct de domination territoriale, fanatisme, pour les ressorts ; infiltration, corruption, intimidation, assassinat, pour les méthodes.

Ajoutons sur ce point qu’il faut se méfier du saucissonnage consistant à traiter ici du blanchiment, là de la corruption, là encore de tel ou tel trafic, en oubliant que ce sont

souvent les mêmes entités criminelles qui pratiquent ces diverses activités criminelles ; un oubli qui leur permet fort commodément de disparaître dans le fond du tableau.

Or ce grave défaut de définition et d'exposition des dangers et menaces réels du monde vrai nuit fort à l'élaboration de diagnostics précis et efficaces, et génère à l'inverse des textes théoriques, flous et allusifs, dépourvus de réalisme. Le 27 février 2006 par exemple, la Commission des Communautés européennes publiait une « Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, sur le renforcement de la sûreté de la chaîne d'approvisionnement ».

Voici ce qu'en tout et pour tout, ce texte - typique d'une culture d'oubli du crime - dit du motif même de l'exercice : « Le terrorisme est l'une des menaces les plus grandes pour la démocratie et la liberté. Le risque d'un attentat terroriste visant les transports de marchandises reste élevé. Les dommages qu'il pourrait entraîner pour les vies humaines et pour l'activité économique sont inimaginables et incalculables ». Sur quoi et jusqu'à sa fin, le texte ne traite plus que de mesures administratives ou techniques – en négligeant quasi-absolument d'exposer *ce pourquoi* ces mêmes mesures sont prises.

A l'échelle de notre pays, et au-delà, dans le monde développé vivant à l'heure de la « société de l'information », les documents officiels accessibles traitants des problèmes de sûreté et de sécurité témoignent souvent d'un semblable défaut d'analyse de la menace. Le plus souvent, ces textes font allusion à des « actes malveillants » sans beaucoup plus de précisions, ou renvoient au niveau local l'analyse des dangers et menaces.

A titre de preuve de ce que nous avançons, voici donc ci-après une sélection d'études, de rapports, d'ouvrages, de compte-rendu de conférences, émanant de divers pays et organisations internationales, dans lesquels sont flagrants la négation ou *l'oubli du crime* – des territoires criminalisés, des acteurs comme des flux criminels.

Négation, oubli, aveuglement : un florilège...

Quel est le problème crucial du monde aujourd'hui, en terme de sécurité ? C'est le désordre, voir le chaos en certaines régions de la planète, la multiplication des entités hybrides actives entre terrorisme et guérilla ; mutants auxquels ni les polices (qui sont nationales) ni les armées (qui ne sont pas faites pour ça), ni les organisations internationales

les (peuplées de prudents bureaucrates et de « sociologues » ignorant tout des phénomènes criminels), ne comprennent grand chose.

Que se passe-t-il désormais quand le chef d'état-major des armées (de France) rencontre le président du comité militaire de l'Union européenne (un autre général français) ? De quoi se parlent-ils ? Du chaos mondial, justement, riche en « replis identitaires » et autres « passions irrationnelles ». De la nécessité de s'y servir plus d'« outils de renseignement tactique et politico militaire »⁸.

En termes clairs : de mieux connaître et comprendre l'ennemi. De tenter de dissiper sur ce point le fameux « brouillard de la guerre » cher à Clausewitz.

Il en va de même à Washington ou, le désastre irakien consommé, on se passionne pour ce que le jargon du Pentagone nomme OOTWa's (*operations Other Than War*, opérations militaires autres que la guerre), on tente – un peu tard – de distinguer mieux le terroriste ou le guérillero réel de l'« ennemi d'exercice » des *kriegsspiele*.

Or cette cruciale opération consistant à distinguer le réel du simulacre, à « ne pas prendre la proie pour l'ombre », comme le dit la sagesse populaire, elle se fait en deux phases successives. La première tient en un questionnement expert ; la seconde consiste à poser un diagnostic - ce qui revient à dire : *nommer*. Sans désignation claire de la maladie, ou de l'adversaire, pas de traitement possible. Voici qui semble clair.

Mais l'est-ce ? Non hélas, car dans le champ de la défense et de la sécurité, une majorité de textes officiels, nationaux, ou émanant d'organisations internationales, ou encore d'organisations non-gouvernementales, s'interdisent de nommer quelqu'ennemi que ce soit – et en fait, bien au contraire, occultent l'essentiel de ce qui tient aux individus et entités concrètement dangereux ou menaçants. De cela, nous donnons maintenant une série d'exemples précis et documentés – choisis, hélas, parmi une foule de cas analogues.

A la lecture de ces exemples, le lecteur – sans doute et au départ, aussi incrédule que l'auteur le fut lui-même lorsqu'il décela à l'origine cette occultation du réel criminel (c'est à dire l'absence de questionnement portant sur : qui ? pourquoi ? comment ? où ?) constatera que la négation, l'oubli et l'aveuglement affectent aussi bien le champ de

⁸ Lettre *TTU*, du 7 février 2007 « Le CEMA consulte et ouvre des pistes ».

l'*exotique* (ce qui vient de l'extérieur) que celui de l'*endogène* – c'est à dire, dans ce dernier cas, ce que les myopes, oublieux ou aveugles, ont juste sous le nez.

• (1999) *Il n'y a pas de nouvelles menaces, 1*

En 1999 – dix ans après la chute du mur de Berlin, huit ans après l'abolition de l'ordre bipolaire du monde, M. Louis Gautier, expert reconnu en matière militaire⁹, publie chez Grasset "Mitterrand et son armée, 1990-95". Cet ouvrage contient un chapitre sur la nouvelle donne de la Défense française intitulé "le retournement du monde". On y lit que ceux qui parlent de nouvelles menaces ont "délibérément construit un monstre propre à frapper les imaginations"; que le "relâchement des contraintes et des tensions libère soudain des peurs névrotiques et débride des imaginaires"; que "derrière la qualification des menaces nouvelles se profile la désignation d'un adversaire tout trouvé : le sud" et que "ces thèmes alarmistes... ne sont pas tous dénués d'arrière-pensée idéologique". Ainsi, décrire la simple et indéniable réalité, c'est être falsificateur, paranoïaque (tendance délirante), raciste et fasciste.

• (1999) *Peut-être que si, mais elles sont bénignes...*

En 1999, l'IHEDN publie "Comprendre la Défense", ouvrage montrant bien la difficulté de l'Etat-nation à *voir* les menaces non-étatiques. Entre euphémismes et abstractions, on n'y trouve rien ou presque sur les menaces concrètes du monde vrai (zones grises urbaines et cités hors-contrôle : rien; entités dangereuses transnationales non-étatiques : rien; criminalisation de la guerre : rien). On évoque en passant des menaces ("terrorisme, trafics... communautarismes, mafias et réseaux criminels...") mais abstraitement, sans jamais en nommer ou en décrire une seule.

Notamment, "la criminalité organisée et les zones de non-droit" sont ravalées au niveau subalterne de "menaces contre les personnes et les biens", bien en dessous des "menaces contre la sûreté de l'Etat" ou "contre les intérêts nationaux". Cette classification est trompeuse : il suffisait alors de demander au Rangers de Mogadiscio, aux forces de l'ordre algériennes - et aux soldats français au Kosovo, pour prendre trois exemples entre cent. En fait, cette façon de faire revient à décrire le monde selon l'outil de défense dont on dispose et non l'inverse. Or soigner le patient, non en partant d'un diagnostic

⁹ Docteur en science politique, M. Gautier a été conseiller référendaire à la Cour des comptes, membre du cabinet de Pierre Joxe au ministère de la Défense, et conseiller pour la défense du Premier ministre.

vrai, mais en fonction du médicament qu'on a en stock, est une technique éprouvée de la médecine soviétique.

Cette présentation des faits est d'autant plus étonnante que figure dans "Comprendre la Défense", un grand tableau sur les "Opérations militaires françaises conduites en 1997 et 98", 32 en tout. 3 humanitaires, 5 dans des conflits déclarés (contrôle aérien ou maritime, etc.). Les 24 autres s'inscrivent *toutes* dans le contexte du chaos mondial : Etats effondrés, terrorismes apocalyptiques, guerres tribales, zones de narcotrafic et insurrections criminelles. France : Vigipirate (terrorisme du GIA); ailleurs dans le monde : Albanie, Angola, Congo-Brazza, Erytrée, Georgie, Guinée Bissau, Haïti, Liban, République centrafricaine, Sahara occidental, Sierra Leone, ex-Yougoslavie, Zaïre. Lire cette liste, c'est feuilleter un atlas des nouvelles menaces.

- (2000) *Oubli du crime, 1*

En l'an 2000 paraît un ouvrage intitulé en toute modestie "les clés du XXI^e siècle" (Unesco-Seuil, 500 pages), sur la jaquette duquel on lit ceci : "Plus que jamais, il nous faut des clés si nous voulons entrer pour de bon dans le nouveau siècle. Plus de quatre-vingts scientifiques, intellectuels, créateurs et décideurs de renommée mondiale nous les livrent dans cet ouvrage". "Guide raisonné des grands enjeux du futur, les clés du XXI^e siècle abordent trente questions cruciales pour l'avenir de chacun d'entre nous", etc. Dans l'ouvrage (500 pages), crime et délinquance sont abordés en ... quatre lignes (pp. 399, 421 et 425).

- (2000) *Oubli du crime, 2*

En mai-juin 2000 "le Monde Diplomatique-Manière de voir" publie "Afriques en renaissance". Dans la présentation, Ignacio Ramonet souligne qu' "en dépit de son infernale image médiatique faite de guerres et de calamités, de désastres et de violences, l'Afrique noire reste un continent aux formidables atouts qui regarde confiant l'avenir". il conclut sur "l'espoir d'une véritable renaissance pour l'Afrique". En 100 pages : *rien* sur le crime. Les cartels de la drogue du Nigeria, les énormes et constants trafics d'êtres humains, les guérillas dégénérées coupables des plus atroces massacres et mutilations de masse du Libéria à l'ouest aux Grands lacs, à l'est : rien.

• (2000) *Il n'y a pas de nouvelles menaces*, 2

Sous la plume d'un ex-président de l'IHEDN, *La Lettre de la rue Saint-Guillaume* (N°119, 2000, revue de l'association des anciens élèves des Sciences-Po), publie une étude intitulée "Le concept de défense a-t-il encore un contenu ?", qui concerne notamment ces « nouvelles menaces globales » où se côtoient terrorisme, mafias, trafics... »

Voici ce que cet article dit de ces menaces : "Cette présentation est triplement dangereuse : elle encourage, en réponse à l'affaiblissement inévitable de la distinction entre affaires intérieures et affaires extérieures, qui résulte de la mondialisation, une militarisation de la sécurité qui brouille la séparation essentielle pour les libertés publiques entre ce qui relève de la police et ce qui relève de la défense ; en présentant comme des questions de sécurité globale des menaces qui relèvent d'abord de mesures de politique interne, elle pousse à une globalisation de la gestion de toutes les questions de sécurité, qui, dans l'état actuel de la construction politique européenne, reviendrait à donner aux Etats-Unis un rôle directeur dans des matières où la dimension interne des questions posées justifie pourtant des réponses proprement européennes ; en fin de compte, elle ne contribue pas à la réalisation de l'objectif qu'elle croit servir : en diluant la défense dans la sécurité, elle relègue au second plan des questions de défense qui continuent à se poser, même si nous n'aimons pas y penser".

Passons sur l'expression confuse - une phrase de 13 lignes ! On croit cependant saisir ceci : qui parle de nouvelles menaces est un fasciste, un agent américain et un imbécile. La contagion de l'infosphère ¹⁰ sur le haut fonctionnaire apparaît ici clairement :

- Comme le phénomène criminel (composante importante des "nouvelles menaces") échappe à la première, le second ne le perçoit pas non plus,
- Un concept nouveau vous dérange ? Bouleverse le bel ordonnancement bureaucratique du moment ? On disqualifie ses concepteurs, on tente de s'en débarrasser par dénigrement.

¹⁰ L'infosphère est ainsi conçue par le sociologue Michel Maffesoli : l'ensemble de ceux qui, au sommet de la société, ont le pouvoir de parler : politiques, intellectuels, haute fonction publique, principaux journalistes.

• (2000) *Il n'y a pas de terrorisme, 1*

Lors des deux débats-fleuve télévisés de la campagne présidentielle de l'an 2000, les candidats Al Gore et George Bush n'évoquèrent ni l'un ni l'autre, jamais, à aucun moment, la menace terroriste. Comme le reste de la classe politique américaine, les deux candidats sont restés bien au chaud derrière leur ligne Maginot intellectuelle. L'Amérique n'avait-elle pas fait une liste des groupes terroristes et une autre des Etats-terroristes ? N'existait-il pas une doctrine, une politique de communication sur le terrorisme en direction des médias ? Ne multipliait-on pas sur ce sujet rapports et conférences ? Bref, il ne manquait pas un bouton de guêtre. Sauf que là n'était bien sûr pas l'essentiel. Et que ces candidats ne voyaient pas le terrorisme réel dans leur lunette, mais l'éclat lointain d'une étoile morte.

• (2003) *Oubli du narco-trafic, 1*

Parlement Européen, document de séance du 28/01/03 – A5 0021/2003 ; « Rapport sur la proposition de recommandation du Conseil relative à la prévention et à la réduction des risques liés à la toxicomanie ». Tout le narco-trafic mondial est contrôlé par le crime organisé et les mafias. Pas *un* mot du rapport sur cette cruciale dimension criminelle.

• (2003) *Oubli du crime en Albanie...*

European Commission – Directorate general for economic and financial affairs – Occasional papers – N°1, janvier 2003 « The western Balkans in transition ». Sur les 6 pages consacrées à l'Albanie – dont, disent les Albanais eux-mêmes, l'économie est notoirement mafieuse - pas un mot sur le crime.

• (2002) *Oubli de la réalité criminelle*

En juillet 2002, la *Lettre de la rue Saint-Guillaume* (N° 128) consacre son numéro de l'été à la criminalité. Ecrivent dans ce dossier de 34 pages format A4 : des historiens, des sociologues, des juristes, des journalistes – pas un criminologue. Imagine-t-on un dossier (sérieux) sur l'astronomie, sans astronomes ? Tel est pourtant le cas ici. On parle dans cette *Lettre* du crime en 1900 (« Psychose insécuritaire à la Belle Epoque »), du « sentiment d'insécurité » aujourd'hui, du traitement de l'information sur le sentiment d'insécurité (« Violences dans les médias... »), de la « fragmentation du lien social », de la « confusion des règles collectives » de la « crise de l'autorité », du rôle de l'Etat face

au crime, du lien entre l'intérieur et l'extérieur en matière de sécurité, de l'efficacité des politiques de prévention, de la « tolérance zéro », de l'harmonisation des politiques de sécurité en Europe. Bref, tous les poncifs et banalités à la mode. Mais...

Quoique l'objet même de ce dossier soit d'« éclairer et éclaircir le débat », on n'y parle pas *du tout* du crime, ni des criminels eux-mêmes.

Pas *une ligne* n'y répond à ces questions pourtant primordiales (au sens étymologique) *Qui* sont les malfaiteurs ? *Où* opèrent-ils ? *Que* font-ils ?

La réalité criminelle est ici absolument refoulée, occultée. L'introduction de l'étude énonce que « le problème de la sécurité intérieure a été le thème central des campagnes électorales de l'année 2002 ». Mais rien dans ce dossier ne permet de comprendre *pourquoi*. Pourquoi les français, sondage après sondage, ont-ils placé cette année-là la criminalité en tête de leurs préoccupations, avant même le chômage ? Est-ce une lubie ? Le résultat d'un truquage médiatique géant ? Une douloureuse réalité ? Mystère.

• (2003) *Oubli du narco-trafic, 2*

Parlement Européen, document de séance du 21/02/03 – A5 0038/03 ; « Rapport sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux précurseurs de drogues ». Là encore, la production des stupéfiants, d'ampleur désormais industrielle, est à 100% d'origine criminelle. Pas un mot dans le rapport sur le crime.

• (2003) *Des fraudes perpétrées par des zombies...*

Parlement Européen, document de séance du 03/03/03 – A5 0055/03 ; « Rapport sur la protection des intérêts financiers des Communautés et la lutte contre la fraude ». Qui s'en prend aux intérêts financiers de l'Europe ? Qui fraude ? Des zombies sans doute, ou des fantômes. Pas un mot dans le rapport sur le crime.

• (2003) *Oubli du crime, 3*

• Fonds des Nations-Unies pour la population (UNFPA) – grand rapport annuel « Etat de la population mondiale en 2002 », mars 2003. Si la population mondiale est en mauvais état, c'est – de cent façons diverses – du fait d'emprises criminelles sur d'immenses zones de la planète. La narco-économie ? Les trafics d'êtres humains par millions ? Les

bandes armées criminelles massacrant et pillant sur trois continents ? Tout cela est occulté. Pas un mot dans le rapport sur le crime.

• (2004) *Oubli des criminels (bandits, mafieux, etc.)*

Voici un ouvrage au titre alléchant « Macedonia : warlords and rebels in the Balkans », encensé par des spécialistes anglo-saxons éminents, et publié par un prestigieux éditeur académique ¹¹. Or dans ce livre, la question déterminante - à vrai dire unique - des trafics criminels, notamment de stupéfiants, dans la région – 10 tonnes d'héroïne par *mois*, disent les experts – est radicalement absente, et la mafia albanaise, parfaitement oubliée.

Comment les *warlords* se financent et s'arment-ils ? Ces *Rebels* des Balkans, pourquoi se battent-ils *vraiment* et qui sont-ils ? Rien de cela n'est même effleuré dans les 200 pages de texte, ni dans les 8 pages d'un index détaillé en petits caractères. Une seule allusion timide au problème en 13 pages de notes. Comment comprendre quoi que ce soit à la situation balkanique en lisant un ouvrage aussi absolument hors-sujet ? Pourquoi cet oubli de l'essentiel, du déterminant, du crucial ? Comment oublier à ce point l'ennemi réel – *know thy enemy* n'est-il pas un célèbre proverbe anglais ?

• (2004) *Oubli des criminels (bandits, mafieux, etc.)*, 2

Le 13 octobre 2004 est publiée à Bruxelles une note (à diffusion restreinte) d'un « Groupe pluridisciplinaire sur le crime organisé », intitulée « Rapport des Amis de la Présidence sur les mesures concrètes à prendre pour renforcer la lutte contre le crime organisé originaire des Balkans occidentaux » (CRIMORG 99 – COWEB 195). Or dans cette note, qui ne contient que des considérations administratives, ne figure pas *une* ligne consacrée au problème proprement dit, celui des entités criminelles actives dans les Balkans : comment on les nomme, où elles opèrent, quelle est leur nature, à quels trafics et activités criminelles elles se livrent, etc.

• (2004) *Oubli de la « maffya » turque*

En décembre 2004, l'institut Eulec de Bruxelles (« European Institute for Freedom, Justice and Security ») publie, avec le ministère néerlandais des Affaires étrangères, un volume (en anglais, néerlandais et turc) intitulé « La Turquie, l'Union et l'accession », consacré bien sûr à l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne. Un volume dirigé

¹¹ John Phillips, Yale University Press, New Haven & London, 2004.

par le Prof. Dr. G.A.M. Strijards, titulaire de la chaire de droit pénal international de l'Université de Groningue (Pays-Bas).

Le texte anglais compte 130 pages ; il est précédé d'un sommaire très détaillé de 3 pages, et suivi d'un index serré de 6 pages et quelques 500 entrées, de « Abdul Hamid » à « Zorlu ». Or nulle part dans ce volume ne figure la moindre allusion à la « maffya » turque ni au crime organisé, pourtant si puissants dans ce pays.

• (2004) *Oubli du crime*, 4

La Grande-Bretagne est un Etat de droit policé, dirigé par une élite rationnelle et cultivée, unie en un appareil où abondent individus distingués et structures efficaces. En matière d'analyse des phénomènes criminels et/ou terroristes, la Grande-Bretagne dispose d'experts renommés, d'une police à la réputation mondiale, *Scotland Yard*, et de services de renseignements, intérieurs et extérieurs, réputés, voire jaloués. La Grande-Bretagne est enfin confrontée à une sérieuse vague de crime organisé, ce qui pose à ses gouvernants un problème politique sérieux.

C'est dans ce contexte que le ministère de l'Intérieur britannique publie en mars 2004, sous la signature du ministre d'alors, David Blunkett, un fort officiel plan de lutte anti-crime intitulé : « One step ahead, a 21st century strategy to defeat organised crime »¹². Ce plan expose toute sa problématique dans une première partie intitulée : *1 – The scale of the problem*. Cette partie fait 11 pages au total ; en 19 lignes, une introduction purement abstraite y annonce sans un fait, sans un nom, que le crime organisé est dangereux, menace les citoyens, se livre à des trafics et côtoie le terrorisme.

Sur ce qu'est concrètement le crime organisé, sur ce qu'il fait vraiment, sur les endroits où il se trouve et opère, sur sa *nature*, rien. Sur les criminels eux-mêmes, pas *une* ligne. On évolue dans l'abstraction pure. Hormis 19 lignes fort creuses, le reste du volume, toutes ses six autres parties et annexes, traitent de questions strictement bureaucratiques, techniques et juridiques :

2 – *A new strategy against organised crime*

3 – *Delivering change : the serious organised crime agency and its partners*

4 – *Enhancing our capability*

¹² « Presented to Parliament by the Secretary of State for the Home Department, by command of Her Majesty », etc.

5 – *More concerted use of existing powers*

6 – *New powers against organised crime*

7 – *Measuring success*

Annexes finales

Quiconque a produit ce plan de bataille – publié à des fins clairement *pédagogiques* - a simplement oublié, ou négligé, de poser un *diagnostic* avant d'ordonner un traitement. Il est passé de généralités bienséantes à la mécanique bureaucratique sans même effleurer la substance du crime organisé. il a prétendu soigner le malade sans le regarder, ni évoquer sa maladie.

• (2005) *Oubli des moujahidine*

Du 8 au 11 mars 2005 - un an après le terrible attentat de la gare d'Atocha (190 morts, 2 000 blessés) - se déroule à Madrid un sommet international sur le thème « Démocratie, terrorisme et sécurité ». Rassemblant « nombre de chefs d'Etat et de gouvernement, d'universitaires renommés, de dirigeants d'importantes organisations internationales, etc. », il se déroule « en présence de sa majesté le roi d'Espagne ».

Lisons maintenant le programme des trois jours de cette conférence. Le premier panel s'intéresse aux « origines et facteurs sous-jacents du terrorisme » ; le second, s'intitule « affronter le terrorisme » ; Le reste du sommet (Les réponses de la démocratie, le rôle de la société civile) a en fait peu à voir avec le terrorisme.

Ainsi, l'objet même de la conférence, qui est d'exposer *pourquoi* une telle atrocité est devenue possible, et s'est ensuite déroulée, est absent, car oublié. Pas un mot n'est dit sur la cause fondamentale de toute l'affaire : l'existence d'un courant *jihadi* mondialisé, en guerre contre « les juifs et les croisés ». Nulle description n'est proposée (dans le programme détaillé du sommet, qu'il est inutile d'infliger au lecteur) de ce courant, de sa nature, de ses évolutions et intentions.

On passe de l'archéologie (« origines ») à la tactique (« affronter ») en oubliant l'essentiel qui est de nommer, dépeindre, évaluer l'entité menaçante et dangereuse. En effet, comment analyser les « origines et facteurs sous-jacents du terrorisme » si l'on ne sait pas de qui et de quoi l'on parle ? Comment, s'agissant des réponses, « marginaliser les extrémistes » plongés dans un flou artistique et dont rien n'a été dit ? Est-il aisé –

est-il seulement possible - de marginaliser des fantômes ou des ectoplasmes ? Procéder ainsi, c'est bâtir sur du sable un édifice largement fictif.

• (2005) *Oubli de la défense et des dangers du monde*

Au début de l'année 2005 paraît un livre édité sous l'égide d'*Actuel*, jadis la revue culte de la contre-culture « à la française ». Exposant surtout le paysage culturel de l'intelligentsia médiatisée, *La très grande bibliothèque – 50 idées, 200 livres qui ont frappé le monde* (Actuel-La Martinière, 2005), contient quelque cinquante entrées ou têtes de rubriques consacrées chacune à la critique de deux ou trois livres.

Ces entrées signalent ce qui importe à l'infosphère et au-delà, au plus grand nombre des acteurs de la médiatisation. Là est leur culture, là sont leurs valeurs.

En négatif, cette liste révèle ce que cette intelligentsia médiatisée tient (au choix) pour négligeable, inopportun ou détestable : en gros, tout ce qui touche à la défense nationale.

Antiracisme – architecture – art moderne – avenir de la société humaine – capitalisme – cinéma – clonage – communication – culture/contre-culture – décolonisation – *design* – divinité – écologie – érotisme – essais – ethnologie – féminisme – futurologie – histoire – homosexualité – littérature – littérature policière – mathématiques – médecine humanitaire – médias – métissage – morale – nouveau roman – paléontologie humaine – philosophie – politique – psychanalyse – psychologie – publicité – rock'n roll – romans – sagesses orientales – science – science-fiction – situationnisme – sorcellerie – spectacle – structuralisme – technique – théâtre – trash culture – Union soviétique – versets sataniques.

Rien dans les thématiques ci-dessus exposées ne suggère une quelconque attention aux menaces réelles du monde vrai ; ne fait même mine de s'intéresser à des phénomènes cependant majeurs comme le terrorisme transnational, les mafias, la face noire de la mondialisation – qui trouvent pourtant leur genèse, ou amorcent leur ascension, dans les années 60, 70 et 80, et auxquels le présent ouvrage est consacré. Décennies durant lesquelles la génération aujourd'hui au pouvoir (ministres, hauts fonctionnaires, rédacteurs en chef...) accomplit sa maturation intellectuelle et forma sa vision du monde.

• (2005) *Oubli des criminels (bandits, mafieux, etc.)*, 3

Le rapport annuel 2005 de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies ne consacre pas *une* ligne (sur 87 pages) à la dimension criminelle et même mafieuse du problème. Comme s'il s'agissait là d'un pur problème de santé publique. Comme si « la drogue » était une fatalité de type météorologique (la grêle a ravagé le vignoble X), sur-

gissant par génération spontanée. Comme si les 250 tonnes de cocaïne et les 135 tonnes d'héroïne infiltrées puis consommées *chaque année* dans l'UE (selon le rapport Europol 2005) se fabriquaient, se transportaient et se distribuaient par magie.

• (2005) *Oubli des criminels (bandits, mafieux, etc.)*, 4

• En novembre 2005, la Commission européenne publie des rapports sur les progrès accomplis par l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo et la Serbie-Monténégro, en vue de leur accession à l'Union européenne¹³. Hormis deux pages (sur 260) sur le trafic de stupéfiants – rédigées en nuances si délicates et pudeurs de langage si exquises, qu'elles interdisent rigoureusement toute prise de conscience de la gravité et de l'aspect massif du phénomène - ces rapports ne contiennent pas *un mot* sur la nature et l'ampleur des menaces criminelles et/ou terroristes dans ces pays et alentour.

Ils n'énoncent que des mesures formelles et administratives, prises sur la papier sans que nul ne s'avise d'en évaluer *in situ* l'effectivité, ni ne vérifie leur réelle mise en œuvre. Une pratique regrettable, car si les pays des Balkans affectent volontiers de se plier à ces mesures théoriques, ils n'en ont pas moins une pratique millénaire de feindre l'obéissance aux ukases et caprices des empires (romain, byzantin, ottoman, austro-hongrois, communiste...) dont ils ont subi la fêrule – et d'agir ensuite à leur guise.

Ce que l'Union européenne appelle « combattre le crime organisé et le terrorisme » n'est ainsi qu'un habillage juridique formel, sur fond de dédain pour la réalité des trafics menés, et les attentats perpétrés, dans la région. Voici par exemple avec quelles exquises pudeurs de langage le *Progress Report* précité sur le Kosovo présente les activités criminelles dans cette province. Texte commenté.

« Les groupes [*ni mafias, ni même gangs, ce sont de simples groupes*] kosovars sont supposés [*supposés : rien qu'en Italie, on compte plus de 3 000 mafieux albano-Kosovars dans les prisons...*] jouer un rôle important dans le trafic de stupéfiants le long de cette route [*des Balkans*]. Dans le passé, des saisies significatives de drogue, en Europe et au-delà, ont été directement liés aux groupes kosovars, montrant combien ils sont organisés et actifs sur tout le continent [*européen*]. Des narcotrafiquants kosovars seraient [*seraient : là aussi, les preuves judiciaires abondent, d'abord en Turquie*] liés à

¹³ European Commission, Brussels 9/11/2005 SEC (2005) : Bosnia & Herzegovina, Serbia & Monténégro, Albania, Kosovo, 2005 Progress Reports.

d'importants fournisseurs [de drogue] en Turquie, et pratiqueraient avec eux un trafic de grande ampleur... Ces groupes kosovars pourraient aussi investir à l'étranger, et certains rapports signalent les biens qu'ils détiendraient en Europe.

Pour montrer par contraste que parler ferme est possible en pareil cas, voici quelques extraits d'un rapport spécial sur les Balkans publié en 2002 par l'*US Institute of Peace*¹⁴.

« Des forces politiques extrémistes liées à des services de sécurité et de renseignement, ainsi qu'à des groupes criminels organisés, ont créé dans les Balkans des structures autonomes de pouvoir, y suscitant des conflits, puis en profitant impitoyablement. Ces structures ont survécu en réseaux informels, ce qui leur permet d'opérer dans l'impunité face à la justice, de corrompre des politiciens, de racketter des chefs d'entreprises et de manipuler les médias. Par l'intimidation et la violence, ces réseaux politico-criminels ont la force et les moyens de saboter l'instauration d'une paix durable. L'incapacité de reconnaître plus tôt cette menace, et de se doter des moyens de l'affronter sérieusement, a retardé le retour de la paix en Bosnie et au Kosovo. C'est aussi l'obstacle majeur à la consolidation de la démocratie en Serbie.

[*Sur le Kosovo*] « Profitant de la présence de communautés kosovares (expatriées) dans toute l'Europe, d'actifs gangsters du Kosovo ont pu menacer la domination des Turcs sur le marché de l'héroïne en Allemagne, Suisse, Scandinavie, Belgique, Hongrie, Pologne et en République tchèque. Des Albanais du Kosovo sont aussi devenus des acteurs majeurs de la prostitution en Italie et en Allemagne. Ces entités criminelles ont joué un rôle significatif dans le financement politique et militaire de l'UCK, Les estimations varient, mais jusqu'à la moitié du budget de l'UCK pourrait avoir eu pour origine l'argent de la drogue. [*fin 2002*] Des rapports font souvent état de l'implication d'anciens membres de l'UCK dans des trafics de stupéfiants, d'armes et dans la contrebande... Les Etats-Unis n'ont nul besoin de voyous comme amis. »

• (2005) *Oubli du crime organisé*

Au mois de novembre 2005, l'*auditeur* Price Waterhouse Coopers et l'université (allemande) Martin-Luther publient ensemble une étude de 32 pages intitulée *Global eco-*

¹⁴ L'*United States Institute of Peace* est une institution officielle du gouvernement fédéral des Etats Unis, créée en 1984 par le Congrès ; son président est désigné par le Président des Etats-Unis et confirmé par le Congrès. *Lawless rule versus rule of law in the Balkan, Special Report N° 97*, December 2002.

omic crime survey. Or cette étude ne considère que le fraudeur individuel et opportuniste, le crime organisé y étant, lui, absolument omis. Un oubli d'autant plus inouï que les éléments constitutifs du rapport ont été collectés dans 33 pays sis sur les cinq continents (Europe, Amériques, Afrique, Asie-Pacifique) ; parmi eux figurent l'Italie, la Russie, la Bulgarie, le Mexique, les Etats-Unis, Hong Kong et le Japon, pays où notoirement, existent aujourd'hui des sociétés criminelles majeures qui s'en prennent au quotidien aux entreprises, petites et grandes, des territoires où elles opèrent !

• (2006) *Qui sont les criminels ? Mystère...*

Voici la version publique du Rapport annuel d'Europol (OCTA – EU Organised Crime Threat Assessment 2006 – EUROPOL). Pour le directeur de cet organisme, qui signe l'introduction du rapport, la démarche affichée est clairement anticipative : *forward looking approach... forward looking document... fight organised crime in a proactive manner*. Mais le contenu du texte diffère sensiblement des intentions de la préface. Et à vrai dire, on n'y trouve pas grand chose de factuel ou de précis, dans un ensemble plus statique et descriptif que prédictif, et plutôt théorique : *increasingly, horizontal facilitating factors such as document forgery and identity theft, technology, the transport sector, the financial sector and the absence or presence of borders are employed for criminal gains, etc.*

Il faut en effet attendre la p. 24 pour avoir une idée de la *nationalité* de groupes et entités criminelles – mais rien de plus, aucun de ces groupes n'étant simplement *nommé*, dans un texte où les mots de *gang* et de *mafia* ne figurent même pas. Où sont les noms, les organisations, les faits concrets ? Et comment combattre ce qu'on ne désigne, ce qu'on ne nomme pas ? A vrai dire, un tel rapport ne contribue pas vraiment à instruire le public (« version publique ») sur les menaces criminelles réelles pesant sur l'Europe.

• (2006) *A pensée unique, ennemi unique*

Au printemps 2006 était publiée l'étude suivante : *New European Approaches To Counter Terrorism – Final Report, 21 mars 2006*, International Institute For Strategic Studies IISS-UK, et Consortium ESSTRT (European Security, High Level Studies on Threats, Responses and Relevant Technologies)

Or cette étude n'envisage pas les menaces telles qu'elles existent aujourd'hui et existeront dans un avenir prévisible, mais sélectionne arbitrairement un ennemi selon des cri-

tères passéistes, et propose ensuite des méthodes de luttes marquées par le fétichisme technologique.

Une vision étroite et dépourvue de perspectives : pour cette étude, le seul ennemi terroriste désigné – et même existant – est la nébuleuse *jihadi-salafi*, (Ben Laden, etc.) ce qui est vrai quand on regarde le passé et la période 2001-2005, mais n'a rien d'assuré pour l'avenir. Notons aussi l'absence dans ce rapport de toute mention sur les inquiétantes et dangereuses *hybridations* entre entités criminelles et terroristes, se produisant à présent sous nos yeux et sur plusieurs continents, et auraient au moins pu être signalées.

Que se passerait-il en effet si l'on voyait demain (comme c'est *très possible* au vu d'évolutions récentes) une vague de terrorisme chi'ite déferler sur le monde, suite à une action des Etats-Unis contre la République islamique d'Iran ; ou encore le courant *Takfiri* (en fort développement de l'Asie centrale au Maghreb) supplanter celui de Ben Laden (qu'il juge trop mou...) puis pratiquer le terrorisme de masse ; ou enfin si les tendances extrêmes dans la nébuleuse écolo-terroriste, ou celle des monomaniaques du Front de libération des animaux, passaient de l'activisme violent au terrorisme en vraie grandeur ? En pareil cas, l'Europe, ayant suivi les recommandations de ce rapport, aurait, non pas un coup d'avance comme il est souhaitable quand un danger se précise – mais une guerre de retard.

Un a priori d'efficacité de la technologie dans la lutte antiterroriste - alors que de l'Irak à l'Afghanistan et à l'ex-Yougoslavie, mille exemples récents montrent que face au *low-tech* des « guerres de bandes », terrorismes et guérillas, le *hi-tech* prôné par la défense américaine est très souvent mis en échec. Ne faudrait-il pas étudier et analyser ces échecs, avant de se lancer dans une onéreuse politique de *hi-tech*, dont rien ne garantit l'efficacité ? Rappelons à ce propos les événements récents de la « guerre des 78 jours » dans l'ex-Yougoslavie, en citant un fort révélateur article publié en septembre 2000 dans la *New York Review of Books* sous le titre *Kosovo : was it worth it ?*

« Climat, ruse paysanne et leurres grossiers ont mystifié les armements *Hi-tech* de l'OTAN (payés des milliards de dollars) censés repérer et détruire les blindés serbes au Kosovo. On comprit vite que les bombes guidées au laser « voient » mal à travers les nuages. Or au Kosovo, le printemps est nuageux. Des missiles de croisière d'avant-garde savent cibler les radars des batteries anti-aériennes ? Les Serbes branchent leurs radars deux secondes pour les éteindre aussitôt et les pauvres missiles, désorientés,

s'égarèrent jusqu'en Bulgarie. On en retrouva un dans des toilettes, à Sofia. Les Serbes construisent de faux ponts en plastique – l'OTAN les détruit *illico*.

Les Serbes disposent dans la nature des poêles au tuyau simulant l'affût d'un canon ? L'OTAN les frappe avec une exquise précision. Les Serbes placent des bûches peinturlurées à l'arrière de simples camions ? L'OTAN se rue dessus... On n'ose songer aux vies sauvées en Afrique avec l'argent gaspillé à de telles sottises. La guerre finie, l'OTAN prétendit avoir détruit 120 tanks serbes, 220 véhicules blindés de transport de troupes et 45 pièces d'artillerie. Mais selon un rapport de l'US Air Force, elle n'a détruit à coup sûr que 14 chars, 18 véhicules et 20 canons ».

Une réalité déjà annoncée dans le témoignage d'un reporter photographe de la revue militaire *Raids* (« La police de la pensée – Le Figaro 19/05/2000 ») :

« Je suis entré le 12 juin 1999 au Kosovo, pratiquement en même temps que les troupes de l'OTAN et parfois en les précédant. Spécialisé dans le reportage militaire, j'ai immédiatement cherché les épaves de matériel militaire serbe et je n'en ai vu que très peu. Par contre, le retrait de l'armée serbe sur trois axes était un exemple d'organisation. Un char porte-pont, précédant de vingt minutes toute une brigade, sortait des couverts, posait son pont sur la coupure et, escadron par escadron (pas un char ne manquant), la brigade passait. Des appelés heureux de rentrer au pays, mais apparemment très peu marqués par les frappes de l'OTAN faisaient le signe de la victoire ».

- Sa croyance en une politique de listes (« watch-lists » - p. 9 : « 5° *Expand cooperation on any E-U wide watch lists to major external allies* »), dans une logique de compilation dont là encore, l'efficacité est modeste. A quoi ont servi les fameuses listes, lors des attentats de Londres et de Madrid ?

• (2006) Rapport annuel SSI (Sécurité des Systèmes d'Information) – Bilan 2005 et objectifs – Juin 2006 – Ministère des Transports, etc. - Service de défense et de sécurité.

Ce dossier, nous dit l'introduction signée par le Haut fonctionnaire de défense, s'intéresse au nomadisme (des utilisateurs d'ordinateurs), au travail à l'étranger, au télétravail, à la protection des messageries et des sites ouverts sur l'extérieur, au WIFI, etc. Mais le dossier ne contient pas *une* ligne, pas *un* mot, pas une allusion même, sur ceux qui attentent à la sécurité de ces SSI. Pirates et criminel constituent une menace fantôme. De la première à la dernière page, ce ne sont que des considérations statisti-

ques (27 tableaux) ou administratives, sans nul regard sur le monde extérieur. Pourquoi a-t-il été jugé nécessaire de fonder une mission Sécurité des Systèmes d'Information ? Rien dans le rapport ne permet de le deviner.

- (2007) « Liberté – égalité – sécurité », ouvrage collectif dirigé par Nicolas Arpagian, Dalloz, 2007.

Ce livre de 240 pages réunit 11 auteurs : politiques (majorité et opposition), experts et universitaires. On y traite tour à tour des banlieues, des politiques de sécurité, des minorités, du rôle de la police, de la sécurité territoriale, des réponses judiciaires (en France et à l'échelle de l'Europe), des droits fondamentaux, de la sécurité publique, des victimes, de la sécurité civile, de la sécurité économique, de la sécurité privée, des entreprises de sécurité, des nouvelles technologies, de la cyber-criminalité, du droit à la sécurité, de l'état de siège, de l'état d'urgence, du développement des fichiers, de la répression juste et légitime, du sentiment d'insécurité, de la prévention de la délinquance, du monde anxieux, des mutations de la société.

Mais nulle part n'y répond-on à ces questions simples et, une fois encore, décisives : qui sont les malfaiteurs ? Où sont-ils et que font-ils ? On constate une oblitération absolue du motif même pour lequel le livre a été écrit.

- (2007) *Manière de voir – Le Monde diplomatique* N° 91, février-mars 2007 – un cahier de 100 pages intitulé « Les dossiers de la mondialisation ».

4 grandes parties : des théories qui tuent ; les entreprises à l'assaut du monde ; des institutions omnipotentes ; résistances, espérances. Au total 25 articles, 8 biographies, 4 pages de cartes, 10 repères chronologiques. Mais pas un mot sur la face noire, criminelle, de la mondialisation, ni sur les grands trafics illicites mondialisés (êtres humains, armes, stupéfiants, véhicules volés, etc.).

On est ici dans le versant gauche de l'économisme. La vague criminelle engendrée par la mondialisation contredit tellement la vision du monde des éditeurs du *Monde diplo.*, elle est tellement inexplicable à partir de leur idéologie ; elle passe tellement, cette vague criminelle, à travers tous leurs critères « gentil » et « méchant » ; elle renverse si bien toutes les quilles du jeu de la bienséance, qu'ils préfèrent, comme on dit familièrement, balayer la poussière sous le tapis – et passer le tout sous silence.

- Le 20 février 2007, Les Echos publient une longue enquête intitulée « La fraude fiscale et sociale atteint de 29 à 40 milliards d'euros, selon le Conseil des prélèvements obligatoires ».

On y apprend qu'en France, les « travaux d'estimation de la fraude sont balbutiants et en tout état de cause, imprécis ». Que les fraudes - « qui s'internationalisent » par la « création de coquilles vides dans des pays à fiscalité privilégiée » - représentent de 1,7 à 2,3% du PIB et au total « plus ou moins le déficit budgétaire de l'Etat » (environ 36, 5 milliards d'euros). Dans l'étude, pas un mot sur les *fraudeurs*. De 29 à 40 milliards d'euros s'évaporent chaque année par magie, sans que rien ne soit dit des coupables.

Admettons que les fraudes à l'impôt sur les revenus soient individuelles (et relèvent de *l'anomique*). Mais les fraudes à l'impôt sur les sociétés, et encore plus celles à la TVA relèvent d'usage du crime organisé donc du *stratégique* (il *faut* être organisé pour s'internationaliser, assurer son insolvabilité, créer des coquilles vides, des « montages juridiques complexes de type carrousel », manipuler des milliards d'euros, etc.)

Admettons donc que 50% de ces fraudes (impôts sur les sociétés, TVA, prélèvement sociaux) soient le fait de malfaiteurs ou de mafieux : ceux-ci raflent donc *chaque année* de 9 à 15 milliards d'euros, sans que le Conseil des prélèvements obligatoires ne semble s'en soucier expressément. Quand au Ministère des Finances, nous disent *Les Echos*, il « enquête sur ce sujet depuis quelques mois avec les Douanes, la direction du Trésor et l'Insee ». En effet, pourquoi déranger le Ministère de l'Intérieur, juste pour quelques milliards d'euros ?

3 - Ce qu'occulte la bienséance mondiale

*“Avec notre intention, poussée jusqu'à l'énormité, de vouloir raboter toutes les aspérités et tous les angles de la vie, ne sommes-nous pas en bonne voie de réduire l'humanité jusqu'à en faire du sable ! Du sable, fin, mou, granuleux, infini”
Friedrich Nietzsche “Aurore”, livre III°*

Les grandes entités criminelles ont muté depuis la fin de la Guerre froide. Voici plus d'un siècle, dans un texte intitulé “La lutte des classes en France”, Karl Marx observait ainsi : “Le triomphe de la bourgeoisie a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque et de la sentimentalité à quatre sous dans les eaux glacées du calcul égoïste”.

A l'aube du XXI^e siècle, finie la libération nationale ! Oubliée la révolution mondiale ! Place au Dollar ! Les « eaux glacées du calcul égoïste » sont précisément celles où nagent - et nagent fort bien - les malfaiteurs du nouveau désordre mondial.

• Les entités dangereuses issues du chaos mondial provoquent de réels ravages géo-économiques

Le péril mafias/argent criminel est plus qu'anecdotique pour l'économie mondiale : ce n'est pas un hasard si les deux crashes financiers les plus spectaculaires des années 90 se sont produits au Mexique (où débouche le pipe-line cocaïne/héroïne Colombie - Amérique du nord) et en Thaïlande, à l'orée du Triangle d'Or. Pour ce dernier pays, des études faites par des universitaires Thaïs montrent qu'en 1996, le budget de l'Etat était de US\$ 28 milliards, le chiffre d'affaire du crime dans le pays (prostitution, stupéfiants, déforestations illégales, etc.) dépassant, lui, les US\$ 32 milliards...

Contrairement à ce que pensent des libéraux naïfs, les mafieux ne sont pas que des *businessmen* sans scrupules et plus rapides que les autres. Ce sont aussi et surtout des êtres d'une sauvagerie effroyable. Durant la Guerre froide, on s'échangeait poliment les espions dans la brume d'une aube Berlinoise, au pont de Glenicke.

Plus maintenant. S'étant naguère fait repérer à Cali, une jeune femme de 26 ans, “source” de la DEA, fut retrouvée crucifiée sur sa porte, éventrée à la machette. Voir aussi les enfants de banquiers japonais vitriolés par les yakuzas, des adolescents un peu bavards enterrés vivants à Catane, etc.

• ***Hors des clichés et des schémas idéologiques, les « gentils » kosovars peuvent être de réels mafieux***

En Europe - en France et en Grande-Bretagne et aussi aux Etats-Unis - des experts (criminologues, policiers, officiers de renseignement, etc.) ont en 1999 averti les dirigeants politiques et militaires de la coalition de la nature très spécifique des conflits dans les Balkans. Complexes et profondément ancrées dans l'histoire, ces particularités sont difficiles à exposer ici.

Mais pour faire court, les experts ont insisté :

- Sur la nature *hybride* des conflits dans la région. Ces conflits balkaniques ont toujours eu une face militaire, bien sûr, mais aussi une forte dimension criminelle,
- Sur la présence dans la région d'authentiques *mafias* et, un cran en dessous, d'une criminalité organisée puissante, riche et surarmée.

Or il n'a été tenu nul compte de ces avertissements.

Les diplomates ont continué à faire de la diplomatie,

Les politiciens, de la politique,

Les militaires ont fait la guerre.

Résultat de cet oubli désastreux de la *dimension criminelle* des conflits dans les Balkans : depuis l'an 2 000, les trafics de stupéfiants, de véhicules volés et d'êtres humains explosent dans la région et de là, en Europe occidentale. Pour ne prendre que le trafic d'héroïne le long de la fameuse Route des Balkans : il était estimé en 2 000 à environ 2 à 3 tonnes par mois, et en 2006 il est de 8 à 10 tonnes par mois. Il arrive désormais qu'on saisisse d'un seul coup jusqu'à 1 tonne d'héroïne !

• ***Une partie du monde vit en tribus et en clans***

Dans l'enquête qui suivit la vague d'attentats de septembre 1986 à Paris, les policiers exhumerent, dans la forêt de Fontainebleau, une poubelle qui contenait à la fois des explosifs et du "brown sugar" (héroïne brune). Des journaux titrèrent alors que "les terroristes se finançaient en vendant de la drogue". Pas aussi simple : les commentateurs oublièrent qu'aucun acte n'est vraiment individuel dans une société clanique - le militantisme politique, ou l'activisme religieux moins encore que le reste. On n'adhère pas au

Hizballah ou au PKK comme à l'UMP ou au PS, en poussant *seul* la porte d'un local et en remplissant un formulaire. Surtout en zone rurale ou montagnarde. C'est une collectivité - tribu ou clan - qui rallie l'entité dont elle attend son salut, dans ce monde ou dans l'autre, développant avec elle un mode d'existence symbiotique.

Alors, dans le cas du Hizballah, l' "ambassadeur" du clan à Paris rend service à ses trois aînés restés à Jibchit, Hermel ou Baalbek. L'oncle Ali est garagiste ? On lui expédie les pièces détachées dont il a besoin. Le cousin Imad fait tourner un laboratoire d'héroïne ? On stocke sa poudre, ou on la vend. Abou Hussein, de la milice locale d' "Amal islamique", décide de frapper le "petit Satan" français ? On héberge ses "artificiers" - et leurs bombes.

Sociétés tribales : nos valeurs et les leurs

Ainsi, depuis trente ans, de l'Afghanistan au Kosovo, de l'Irak à la Corse – et à Brooklyn comme on le verra plus bas - l'ignorance de ce que c'est qu'une société clanique provoque des désastres. En dernière analyse, tous ces désastres ont la même origine : qu'il soit électeur ou élu, l'être déraciné et prétendu « multiculturel » des métropoles occidentales a oublié qu'existent d'autres modes de vie, d'autres modèles sociaux que le sien (certes très dominant). Qu'existent même d'autres *idéaux de vie* - alors qu'en Europe même, voici quelques décennies, ces idéaux séduisaient encore des foules et qu'ils dominant toujours des cultures, des sociétés importantes de par le monde. Ces idéaux, notre pensée unique les dit archaïques, en voie d'extinction. Est-ce vrai ? Ou sommes nous, à nouveau, trop optimistes ?

Nous vivons en *société*. Eux - *Salafistes* terroristes, mafieux, « bandits patriotes », soldats des guérillas mutantes, chefs de Cartels, seigneurs de la guerre et milices tribales - et les millions d'êtres autour d'eux - vivent en *communauté* - souvent guerrière.

Nous sommes urbanisés ? Eux révèrent la vie rurale et la nature sauvage.

Nous sommes sceptiques et rationnels ? Eux ont foi en la volonté divine, en la supériorité de l'instinct sur la raison.

Nous sommes une « coalition d'Etats territoriaux souverains dotés de frontières fixes, de normes impersonnelles, calculables et compatibles, où l'on circule librement » ? Eux mènent une existence pré-Hobbésienne, où seul le clan dicte la survie ; où, dès sa nais-

sance, pour tout acte de sa vie et à vie, l'individu s'inscrit en un réseau dense de relations soit familiales, soit fondées sur le contact direct.

Nous sommes modernes, libéraux ? Leurs valeurs sont celles du sang, du sol, de la race, de la tradition, de l'enracinement.

Nos idoles sont des entrepreneurs, des artistes - parfois des savants ? Les leurs sont des guerriers, des guides ou des héros.

Nous sommes jouisseurs, hédonistes - et prudents ? Chez eux règnent austérité, abnégation, discipline sociale, soumission au bien commun.

Sommes-nous « en guerre » contre ce monde-là ? Non bien sûr. D'abord, car cela reviendrait à combattre notre propre passé : ce monde traditionnel-clanique est exactement notre société européenne pré-moderne. Ensuite et surtout, parce qu'une telle « guerre » ne profiterait qu'aux éléments déviants ou extrêmes de ces sociétés traditionnelles-claniques.

Mais à vue d'homme, ces déviants ou extrémistes, supportant mal, ou même refusant, l'avenir que nous assignons au monde - et à eux-mêmes - nous inquiéteront. Ainsi, leur imposer, *en ignorant ce qu'ils sont*, et même de façon pacifique et commerciale, notre propre modèle social et culturel, nous met en danger. Les Etats-Unis refusent absolument de le voir. L'Europe, bienséance politique et médiatique aidant, l'oublie trop souvent encore.

Clans, tribus : les nouvelles terrae incognitae

Nos officiels croient ainsi connaître les comportements, les mœurs des terroristes, des mafieux, des miliciens, des bandits - et les connaissent mal : notre monde individualiste, hédoniste et *hi-tech* ignore trop souvent le paysage mental, les « valeurs », la psychologie de ses ennemis ; méconnaît les « règles du jeu » du monde dans lequel vivent ces derniers. Trop souvent encore, l'attitude « multiculturelle » de nos dirigeants est factice, au mieux superficielle – en fait limitée à la seule sphère du spectacle.

Réalité des sociétés tribales : ce que signifie appartenir au clan

Dans *Passage to Juneau : a sea and its meanings* (Vintage books/Random House, NY 2000), Jonathan Raban souligne que, dans une telle société « nul sort n'est pire que celui

de hors-caste [*outcast*] ou d'exilé ». Dans ce cas « coller au peloton », au clan, est littéralement question de vie ou de mort. Hors du clan, n'existent que terreur, famine et mort. L'isolé n'est qu'une proie. Dès la naissance, cette réalité est gravée, à vie, au plus profond du cerveau du nourrisson, là où opèrent ses réflexes vitaux. Et cette réalité y restera, comme brûlée au fer rouge, jusqu'à sa mort.

Or l'Occident, à commencer par l'Amérique, ignore ces réflexes vitaux. Deux exemples récents, pris dans les Balkans :

- Faut-il « rétablir la paix et la concorde » au Kosovo ? Alors ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis, Madeleine Albright propose une recette style régime-minceur, ou abandon du tabagisme : « combattre la tentation de la vengeance, de la corruption et du crime »¹⁵. Mieux encore, voici Andrew J. Pierre, ex-diplomate et expert près d'institutions américaines prestigieuses¹⁶. Sa recette tient dans le titre de son *Special report* publié par l'United States Institute of Peace : *Security and stability in southeastern Europe : de-Balkanizing the Balkans*. Débalkaniser les Balkans. Tout bêtement. Pour M. Pierre, il faut et il suffit pour cela que les indigènes « abandonnent leur paradigme passé » - opération qu'il semble apparter à un changement de cravate.

- La Bosnie-Herzégovine, maintenant. En décembre 1999, un texte de 60 pages intitulé *Three dimensions of peacebuilding in Bosnia* énumère les entreprises de l'USIP pour rétablir en Bosnie les droits de l'homme, l'état de droit, la réconciliation intercommunautaire et y enraciner la société civile. De 1996 à 1999, l'USIP finance 46 projets avec de grandes institutions américaines (Brookings Institution, Harvard, New York University, etc.) et des ONG, humanitaires ou religieuses. Des projets relevant tous de l'ingénierie sociale psycholo-féministe : « comment s'entendre avec ses voisins », ou éducative : « apprendre la tolérance ». Comment faire ? Facile : il suffit de « créer des interactions positives », de « susciter la non-violence ».

Tant de naïveté accable : qui peut croire une seconde qu'on pacifiera l'ex-Yougoslavie par des week-ends d'ajustement psychologique, type initiation au tennis ou à la pote-

¹⁵ Peace Watch, revue de l'United States Institute of Peace, octobre 1999 « Next steps in Kosovo ». Mme Albright réitère en février 2000, à Tirana, devant les dirigeants albanais : « J'engage les Kosovars à résister à la tentation de la vengeance, ce pour des raisons morales mais aussi, pratiques ». (Dow Jones, 19/02/2000).

¹⁶ United States Institutes of Peace, Council on Foreign Relations, Carnegie endowment for international peace, Brookings institution, Hudson institute, Columbia university, John Hopkins university.

rie ? Comment ignorer que des siècles - parfois un millénaire - de haines, de terreurs, d'allégeances claniques pèsent ici sur la psyché humaine ? Comment douter qu'il s'agisse ici de *l'inconscient collectif* de peuples entiers ? « On trouve dans l'inconscient » disait C. G. Jung « des propriétés qui n'ont pas été acquises individuellement. Elles ont été héritées, ainsi les instincts, ainsi les impulsions, pour exécuter des actions *commandées par une nécessité*, mais non par une motivation consciente... Ces instincts et archétypes forment ensemble l'inconscient collectif » ¹⁷. Peut-on vraiment « réformer » cet inconscient le temps d'un colloque ? En lisant des brochures ?

Le pire dans l'affaire est qu'il n'est pas utile d'embaucher de tels « experts », ou de savants ethnologues, ni même d'aller au fin fond de l'Asie centrale pour trouver une culture clanique enracinée et vivace – en l'occurrence, la culture mafieuse du sud de l'Italie, proche de celle des Balkans. Pour s'instruire, M. Andrew J. Pierre pouvait simplement se rendre en bus ou en métro à Brooklyn (New York, NY).

Persistance de la culture clanique mafieuse aux Etats-Unis, au début du XXI^e siècle

La scène ne se déroule pas au XIX^{ème} siècle, dans un village sicilien, mais à New York, en 1999. Ce matin du 26 mai, William « Wild Bill » Cutolo, sous-chef de la « famille » Colombo et syndicaliste mafieux, quitte l'église Notre-Dame, où chaque mardi, avec d'autres paroissiens, il prend part à un rite de « perpétuelle adoration ». Parti à un rendez-vous dans le quartier de Borough Park (Brooklyn), il disparaît à jamais.

Le 26 mai 2001, son fils publie une annonce dans la rubrique « In Memoriam » du *New York Daily News*. Dans une culture d'*omertà* où les textes sont rarissimes, c'est un prodigieux témoignage du poids culturel de la Sicile profonde sur l'âme d'un jeune italo-américain new yorkais, au début du XXI^e siècle ; comme de la permanence du parler mafieux. Extraits :

« CUTOLO Bill : mon seul vrai ami. Je pense à toi chaque seconde de chaque jour... Pose ta main sur mon épaule et aide moi à conduire ma vie. Je veux dire ici quel homme *honorable* tu fus. Que Dieu te bénisse pour l'éternité. Tout mon *honneur*, mon respect et mon amour vont vers toi. Que ta seconde année au Paradis te sois douce. Nous t'aimons et te pleurons. Nahla, le petit Billy et ton unique et *honorable* fils, Bill jr. ».

¹⁷ Aïon, Albin-Michel, Paris, 1983.

Conclusion

Parfois, poser un problème, c'est déjà en grande partie le résoudre. Tel est précisément le cas ici. Relevant du versant *traitement* de l'affaire, les appareils de défense et de sécurité mis en œuvre à l'échelle planétaire ne pourront que fonctionner mieux ; qu'être plus efficaces, en opérant sur la base de *diagnostics* assurés, quand l'adversaire détecté aura été nommé, désigné, étudié et analysé – après tout, n'est-ce pas une démarche routinière dans le monde médical ? N'est-ce pas précisément ce qui se fit lors du début d'épidémie de peste aviaire (H5N1) ?

Y a-t-il d'autres voies praticables pour réduire le désordre mondial, pour affronter, avec de sérieuses chances de succès, les entités dangereuses qui y vivent et *en* vivent ? Sans doute pas. Entre lucidité et aveuglement, les dirigeants politiques de la planète – car l'affaire est *politique* de part en part – devront bien un jour se désintoxiquer des ivresses de la technologie et les sortilèges de la communication, qui poussent à oublier l'essentiel.

Mais puisque « devoir de mémoire » il y a désormais à tout propos, que ces dirigeants méditent d'abord ceci, venu de la plus ancienne sagesse grecque, qui nommait *Léthé* l'un des cinq fleuves des enfers, dont les eaux sombres et silencieuses apportaient l'oubli.

Or – pas vraiment par hasard - Léthé, fille de la déesse Eris, avait pour fort symboliques sœurs *Hypnos* (le sommeil) et *Thanatos* (la mort).